



Santé, social, médico-social, rail : Mêmes attaques, même combat



Dans la santé, le social et le médico-social comme dans le rail, les mêmes méthodes entraînent la même casse sociale.

La contre-réforme de la SNCF que le gouvernement tente d'imposer révèle des mécanismes identiques à ceux qui broient notre secteur.

Je dynamite, je disperse, je ventile, façon puzzle

L'organisation actuelle des activités ferroviaires, par la sous traitance ou la filialisation, fragilise le service public du rail. Le service de restauration n'appartient pas à la même entreprise que les services de nettoyage qui eux-mêmes sont distincts de la structure qui fait rouler le train qui n'est pas la même que celles qui entretient les rails.

L'organisation actuelle de nos structures, par la sous traitance ou l'externalisation, fragilise le service d'accompagnement rendu aux personnes que nous accueillons et soignons. Les surveillants de nuit sont remplacés par des vigiles embauchés par un prestataire, le ménage et la nourriture sont réalisés par des collègues embauchés par un autre groupe et enfin la réalisation de nos fiches de paies est externalisée.



⇒ **Dès lors que nous travaillons ensemble à la même mission, dans le même secteur, nous voulons le même employeur, les mêmes salaires et les mêmes droits.**

Organiser et financer la concurrence

Rail

Au prétexte de proposer des trajets à moindre coût, la SNCF a créé elle-même OUI Bus qui concurrence directement les activités ferroviaires de sa société mère (SNCF, 100% publique). La SNCF finance à pertes, avec de l'argent public un service de bus polluants, sur le marché privatisé du transport de personnes par autocar.

Au prétexte d'obtenir rapidement de l'argent, la Société Nationale Immobilière (1^{er} bailleur social de France, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations) a choisi de ne plus financer la construction de logement social par le livret A, mais d'aller emprunter sur les marchés financiers finançant ainsi, par les intérêts payés, ses propres concurrents. C'est la même logique qui est à l'œuvre quand l'hôpital public offre ses plateaux techniques, financés par l'argent public, au privé, ou quand un médecin consulte en libéral avec les infrastructures de l'hôpital public.



⇒ **Nous travaillons pour le bien commun, nous n'acceptons pas que les services publics, que nous sommes, s'autosaborent.**



Changer le statut des services publics pour mieux privatiser

Rail

Le pacte ferroviaire de casse de la SNCF prévoit le passage d'une entreprise publique dont l'Etat est propriétaire, à une entreprise nationale à capitaux publics dont il serait actionnaire. Une fois la transformation achevée, il sera aisé de céder les capitaux au privé.

L'Adoma, ancienne Sonacotra, est devenue une société d'économie mixte, quittant ainsi le statut de société d'économie mixte d'Etat. L'Etat actionnaire majoritaire est ainsi devenu actionnaire minoritaire laissant la majorité à la SNI, société boursicotant (CF paragraphe précédent). L'annonce du démantèlement de l'unicité l'APHP révèle les mêmes mécanismes, il s'agit de morceler une institution publique, ce qui permettra ensuite d'en céder des parties au privé...



⇒ **Nous travaillons pour le service public, nous revendiquons pour le service public un financement 100% public éloigné des logiques concurrentielles et capitalistes.**

Casser les conquits sociaux des travailleurs

Rail

Le gouvernement attaque le statut des cheminot.es, les conquits sociaux des cheminot.es sont présentés comme la cause des difficultés de l'entreprises mais aucun bilan n'est tiré de 30 années de libéralisation et des gouvernances successives de l'entreprise public.

Le gouvernement attaque le statut des salarié.es du social et du médico-social, au travers de la loi de financement de la Sécurité Sociale, la majorité a rendu nos Conventions Collectives inopposable aux financeurs, comme si les difficultés de nos structures étaient le fait de la masse salariale et non la conséquence de politiques d'austérité budgétaire. A l'hôpital public, les salaires sont tellement misérables que pour recruter les directions proposent des salaires plus élevés en tant que contractuel.les que ceux de la fonction publique, organisant ainsi la casse du statut de la fonction publique hospitalière.



⇒ **Nous travaillons au service de tous, de jour comme de nuit, dans des conditions parfois difficiles, nous revendiquons des conditions de travail et d'une rémunération digne.**

Quand les structures du social, du médico-social et de la santé sont attaquées c'est le bien commun qu'on attaque, c'est la possibilité pour chacune et chacun de recevoir les soins et l'accompagnement dont il a besoin qui est mise en cause.

Quand le service public ferroviaire est attaqué, c'est le bien commun qu'on attaque, c'est la possibilité pour chacune et chacun de voyager, pour le travail ou les loisirs, à des tarifs abordables et en sécurité qui est mise en cause.

Parce que les attaques sont les mêmes, nos résistances doivent être communes. Rejoignons les cheminot.es en lutte.